

Burundi : difficile début de la campagne des élections législatives

@rib News, 08/07/2010 â€“ Source Xinhua Dans cinq des 17 provinces du pays qui constituent en même temps des circonscriptions législatives, la campagne électorale législative nâ€™a presque pas encore commencé. Selon les reporters de la Synergie des médias qui se trouvent dans les provinces de Bujumbura, Muyinga, Cibitoke, Makamba et dans la municipalité de Bujumbura la capitale, lâ€™activité de campagne a été retardée par lâ€™absence soit des listes des députés, soit par celle des plans de campagne, ou alors par celle des calendriers de campagne.

Le président Pierre Nkurunziza avait signé mardi un décret annonçant le début de la campagne mercredi à 06h00 locales qui devrait se terminer le 20 juillet, soit trois jours avant le scrutin. Jusquâ€™à présent, seuls les partis CNDD-FDD, UPRONA et FRODEBU-Nyakuri ont pu présenter les dossiers au complet à la CENI et surtout déposer la caution exigée de 500.000 francs burundais par parti et par liste pour pouvoir participer à cette campagne et partant, au scrutin. Un candidat indépendant a pu également remplir toutes les conditions exigées. Il sâ€™agit d’un certain Hamenyimana Paul qui va se faire élire dans la province de Bururi. Les partis de lâ€™opposition exigent encore pour débiter un vrai dialogue devant aboutir à la participation au scrutin la libération de leurs militants emprisonnés et la levée des obstructions de voyage dont ils sont victimes. Le mardi 06 juillet avait amorcé une sorte de début de dialogue entre la CENI, les partis de lâ€™opposition regroupés au sein de lâ€™Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi (ADC-Ikibiri) et lâ€™UPRONA. Mais ni Nyangoma Léonard qui est le porte-parole de lâ€™ADC-Ikibiri, ni Prosper Ntahorwamiye qui est le porte-parole de la CENI ne veulent parler de début de dialogue. Le premier dit quâ€™on ne peut pas commencer à dialoguer tant que certains de leurs militants sont toujours incarcérés et le second dit quâ€™il sâ€™agit d’un dialogue qui ne fait que continuer”, faisant allusion aux dialogues que la CENI organise habituellement mais que lâ€™ADC-Ikibiri a toujours boycottés depuis la publication des résultats des élections communales du 24 mai. Au total, ce sont 100 députés que le peuple burundais est appelé à élire, nombre arrêté par rapport à la population burundaise estimée à huit millions dâ€™habitants le dernier recensement de 2008.